

## Boukharine au V<sup>e</sup> Congrès de l'IC (juin – juillet 1924)

*Ensemble de ses interventions selon le Compte rendu analytique publié en 1924*

1. Intervention sur la question allemande (9<sup>e</sup> séance, p. 89)
2. Rapport sur le programme (16<sup>e</sup> séance, p. 158)
3. Intervention à propos de Bordiga (19<sup>e</sup> séance, p. 204)
4. Rapport et résolution sur le programme (31<sup>e</sup> séance, p. 323)
5. Résolution de la Commission norvégienne (31<sup>e</sup> séance, p. 333)
6. Interventions aux réunions du CEIC élargi du 13 juin et du 13 juillet (p. 342 et 353)

**Annexe** : Un compte-rendu (non daté) d'un débat de la Commission du Programme.

1.

NEUVIEME SEANCE

*dans la Salle Saint André du Kremlin*

*(23 juin 1924 – soir)*

*Président : KOLAROV*

*ORATEURS : SCHULLER, RIENZI, THAELMANN, KUUSINEN, BOUKHARINE*

[...].

*Boukharine.* — On s'est demandé ici s'il existe ou non une question allemande. On peut aussi bien répondre oui et non. La question allemande existe, car toutes les sections ont leurs questions d'organisation, leurs problèmes à résoudre. Dans un autre sens, elle n'existe pas, car la conjoncture politique n'est plus aussi aiguë qu'en octobre, et la crise du Parti est, semble-t-il, résolue.

Quelques camarades ont demandé : « Si nous avons des tendances social-démocrates, pourquoi ne nous exclut-on pas ? » C'est qu'il faut distinguer entre les social-démocrates et les tendances social-démocrates. Ces dernières, dans une situation critique, peuvent devenir très dangereuses, et notre devoir est de les étouffer dans l'œuf.

Je crois cependant que nous sommes maintenant assez grands pour ne plus rechercher si quelqu'un est de la droite ou de la gauche. Ce qu'il nous faut, c'est trouver une politique juste. Selon les cas, il faut s'orienter soit à gauche, soit à droite.

Les deux principaux problèmes qui se posent à nous sont ceux du front unique et du

gouvernement ouvrier, en relation avec l'expérience saxonne.

Radek a raconté que des camarades, qu'il ne nomme pas, ont hésité à plusieurs reprises dans la question du front unique. J'étais ou nombre. Mon point de vue primitif était erroné. Nous exagérons les dangers sans voir assez les avantages. C'est Lénine qui avait raison.

Est-il vrai, maintenant, qu'il est parmi nous des camarades qui souhaitent l'abandon de la tactique du front unique. Je crois que ces camarades n'existent que dans l'imagination de Radek. Nous combattons seulement une certaine interprétation de cette tactique.

Passons maintenant au Gouvernement ouvrier. Les gouvernements ouvriers peuvent être de nature très différente. Même un gouvernement ouvrier réalisant la véritable dictature du prolétariat peut avoir des formes très variées. Je citerai comme exemple les dictatures russe et hongroise. Il est hors de doute qu'il y avait en Hongrie un gouvernement ouvrier de dictature, qu'en Russie également, lorsque les socialistes-révolutionnaires de gauche siégeaient avec nous au gouvernement, nous avions également une dictature prolétarienne. Or, tandis qu'en Hongrie cette situation a favorisé les social-démocrates, en Russie nous avons renforcé notre Parti, miné au contraire les forces de nos « alliés ».

L'essentiel dans un Gouvernement ouvrier consiste à développer la situation, et non à la refréner.

Brandler a dit : « Nous voulions gagner du temps pour préparer. » Mais cela n'aurait de sens que si on avait fait quelque chose pendant ce temps. Là est toute la faute. Nous ne pourrions jamais oublier les discours qui ont été tenus en l'honneur de « la constitution », nous ne pourrions jamais oublier que l'indemnisation de la famille royale de Saxe a été mise à l'ordre du jour. Radek dit : « Cela dépend de la conjoncture parlementaire. » Mais si vous êtes d'avis que la conjoncture parlementaire peut tout excuser, vous ne deviez pas être, en 1914, contre le vote des crédits de guerre.

Notre Centrale allemande, en octobre, a mené une politique qui rendait impossible le développement de la révolution. Nous ne reprochons pas à ces camarades de n'avoir pas cherché à instaurer la dictature du prolétariat, mais de ne pas avoir tout fait pour s'y préparer.

Peut-on affirmer que nos fautes sont liées avec les fautes antérieures ? Il n'est pas douteux que la question de l'utilisation de l'Etat démocratique bourgeois, telle que Brandler l'a formulée à Konde, est en connexion avec ces fautes.

Il n'est pas douteux que le trouble intérieur du Parti a joué un rôle dans la défaite d'octobre. La principale condition nécessaire pour que la Centrale du Parti puisse diriger la lutte, est de jouir d'une autorité suffisante. Ce n'était pas le cas en octobre.

Encore quelques mots sur la situation générale de l'Internationale Communiste. La crise qui a surgi au cours de l'année passée n'est pas un phénomène accidentel. Il y a une connexion entre la crise russe et les crises allemande, bulgare, française, etc. Les causes de ces crises ont été de deux sortes. Le contact avec les couches petites-bourgeoises a eu pour conséquence certaines tendances petites-bourgeoises au sein de nos Partis. D'autre part, nos défaites de Bulgarie, d'Allemagne, etc., n'ont pas manqué d'avoir leur répercussion. Cette période de crises sera surmontée. C'est dans la lutte contre les déviations que se forment les véritables Partis bolchévistes.

2.

## SEIZIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin (27 Juin 1924)*

*Président : GESCHKE.*

*Orateur : BOUKHARINE.*

# La Question du Programme

*Boukharine.* — Nous sommes deux rapporteurs désignés par l'Exécutif, Thalheimer et moi, et nous nous sommes partagé la tâche. Le rapport de Thalheimer ne sera nullement la contrepartie du mien, mais son complément.

Nous avons assez longuement traité la question du programme au Congrès précédent. Les points les plus importants ont déjà été examinés.

Il y avait deux questions sur lesquelles il y avait désaccord. La première est purement théorique : l'accumulation du capital, la théorie de Rosa Luxembourg. Pour la discussion actuelle en séance plénière, nous la laissons de côté, non que nous ne soyons pas en état d'en discuter, ni que nous la tenions pour secondaire, mais uniquement parce qu'elle est trop théorique pour se prêter à un débat dans une si nombreuse assemblée. La deuxième question sur laquelle il y avait désaccord, celle des revendications partielles et des mots d'ordre de transition, a été résolue par le IV<sup>e</sup> Congrès.

Je ne traiterai donc aujourd'hui que de questions nouvelles, c'est-à-dire non touchées dans les rapports antérieurs. Nous vous proposons, et c'est, je pense, aussi l'opinion de la Commission, d'adopter à ce Congrès un projet qui n'ait pas un caractère définitif, mais serve d'objet à la discussion au sein des Partis.

Nous avons besoin d'un programme d'abord pour faire l'éducation idéologique de nos Partis, ensuite pour fixer les fins et les moyens de notre action et enfin pour démontrer et sceller notre unité.

Je ne partage nullement le scepticisme du camarade Maslow, qui se prononce contre l'adoption d'un programme en général : les préparatifs ne sont pas suffisants, certaines questions purement théoriques ne sont pas résolues. Il propose d'adopter un simple plan d'action. Je pense que cela n'est pas juste, et que les différents documents déjà adoptés par l'internationale Communiste nous fournissent des matériaux suffisants. Même les questions purement théoriques, à quelques exceptions près, peuvent être considérées dans l'ensemble comme assez étudiées.

Première question, notre conception du monde.

Dans tous les projets qui ont été présentés au IV<sup>e</sup> Congrès mondial, il n'en était pas dit un mot. Mais l'expérience a fait apparaître la nécessité de traiter cette question. A l'Exécutif élargi, nous avons eu une grande discussion sur la question religieuse. D'autres cas plus subtils pour ainsi dire, sous une forme moins brutale que la question de religion, nous ont indiqué le danger.

Nous remarquons parmi les Partis Communistes, et encore plus dans les Partis social-démocrates, un retour à l'Hegelianisme, philosophie prémarxiste et idéaliste. Parmi les social-démocrates, cette tendance se manifeste le plus violemment chez Cunow, surtout dans ses écrits sur l'Etat. Je ne puis m'étendre sur ce sujet, mais qu'il existe une tendance de ce genre dans la social-démocratie cela ne fait pas de doute. Dans les Partis Communistes, ce retour au vieil Hegelianisme, sans être aussi accusé que chez les social-démocrates, peut, en dépit de sa forme subtile, avoir des suites dangereuses.

Dans le Parti italien, nous avons une déviation idéologique qui pourrait être caractérisée comme un volontarisme idéaliste, en contradiction avec le marxisme. Dans le Parti russe, nous avons aussi des déviations de ce genre, mais sous une autre forme, celle du positivisme agnostique. Tout cela revient à considérer le matérialisme marxiste comme périmé. Ce danger est d'autant plus grand qu'à l'heure actuelle, la science bourgeoise, la philosophie et l'idéologie bourgeoises subissent un processus très marqué de désagrégation, se teintent de mysticisme et peuvent, dans cette époque de trouble général et d'état chaotique, contaminer une partie du prolétariat.

C'est pourquoi le programme doit renfermer un paragraphe sur notre philosophie. Ce paragraphe doit être formulé d'une façon concise et précise. Nous y dirons que nous nous en tenons au marxisme matérialiste révolutionnaire. C'est une formule suffisamment élastique, mais elle est absolument nécessaire pour proclamer notre marxisme révolutionnaire et prévenir les dangers que j'ai brièvement esquissés.

Le deuxième groupe de questions est de nature économique.

Ici aussi nous trouvons l'influence de l'idéologie bourgeoise.

Je voudrais présenter au Congrès une critique de l'article du camarade Boris dans *l'Internationale*. Non pas que j'attache une importance quelconque à ses arguments, mais cet article nous révèle le danger sous sa forme la plus grossière et la plus vulgaire. On ne saurait regarder comme fortuit le fait qu'un organe scientifique, à la tête duquel se trouvent des gens instruits, puisse publier de telles sottises, un tel fatras social-démocrate. J'y suis traité de petit-bourgeois enragé, expression passablement ridicule. Boris envoie au diable toute la bourgeoisie et toute la petite-bourgeoisie. Il ne veut absolument marcher avec aucun Parti révolutionnaire des colonies, car ce sont des Partis bourgeois. Il ne veut pas entendre parler de socialisation partielle. Il veut tout socialiser, jusqu'à la corbeille à papier de l'Internationale. L'économie est un tout, explique-t-il, par conséquent il faut tout socialiser ou rien. Mais sous cette apparence radicale, nous trouvons mot pour mot une théorie purement social-démocrate et je ne comprends pas comment la rédaction de *l'Internationale* ne s'en est pas aperçue.

Je vous citerai un exemple pour vous montrer de quoi il s'agit. Une des différences principales entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale consiste dans la doctrine de l'impérialisme, dans cette doctrine d'après laquelle certains grands Etats exploitent des colonies et en extraient des profits extraordinaires, grâce auxquels ils corrompent certaines catégories de la classe ouvrière, lesquelles forment la base de la politique social-démocrate. Dans cette doctrine nous avons une arme solide contre la social-démocratie, une arme excellente pour établir une liaison entre l'Europe Occidentale et l'Amérique, entre le prolétariat industriel et les peuples coloniaux.

Et maintenant, qu'est-ce que nous propose le très perspicace Boris ? Il critique comme suit mon projet de programme :

« Le salaire des ouvriers continentaux n'a pas été élevé par la bourgeoisie pour corrompre les

ouvriers au moyen de profits extraordinaires, il n'y a qu'un seul profit qui est créé dans la production par le surtravail. »

Et ceci :

« On ne saurait parler de profits extraordinaires tirés des colonies. »

Et après avoir exposé notre point de vue commun :

« Et on proposera à l'Internationale Communiste d'élever à la hauteur d'un programme ce non-sens visant à la conciliation entre les classes. Les thèses sont encore plus folles dans la section consacrée à la guerre et à l'après guerre. Pour le dix-neuvième siècle Boukharine pouvait utiliser Karl Marx, qu'il a déformé. Pour le commencement du vingtième siècle, il se sert de Hilferding, qu'il reproduit fidèlement, parce que théoriquement il est son élève. Mais il développe aussi des théories à lui et dénuées de sens sur le capitalisme d'Etat. »

Ainsi toute la doctrine du surprofit est antimarxiste, folle, visant à la conciliation sociale, etc. Mais tout d'abord, une petite remarque. Boris dit que cette doctrine n'est pas marxiste, qu'elle est essentiellement antimarxiste : il ne saurait y avoir de surprofit, on ne peut pas, on ne doit pas parler d'exploitation d'un pays par un autre; c'est un non-sens. Prenons un auteur qui n'est en aucune façon un petit-bourgeois enragé, le vénéré Karl Marx. Prenons sa *Théories sur la plus-value*, deuxième volume, deuxième partie :

« La théorie de Ricardo elle-même considère — ce que Say n'a pas remarqué — que trois journées de travail d'un pays peuvent être échangées contre une journée d'un autre. La loi de la valeur subit ici des modifications essentielles. Il y a le même rapport entre les journées de travail des différents pays que dans un même pays entre le travail qualifié compliqué et le travail non-qualifié et simple. Dans ce cas, le pays le plus riche exploite le plus pauvre, même quand ce dernier gagne à l'échange, ainsi que J. S. Mill l'a exposé dans son ouvrage *Some unsettled questions* etc. »

Nous voyons que cette doctrine du surprofit des pays riches est bien marxiste. C'est écrit noir sur blanc par Marx. Mais Marx part ici de l'hypothèse — de l'hypothèse seulement — d'un échange pacifique entre les pays. Il ne parle pas des résultats qui découlent de la pression directe de l'appareil gouvernemental. Que devons-nous dire, si nous prenons en considération ces moyens de force ? La question serait claire et compréhensible pour un enfant. Seul le camarade Boris croit que cette doctrine est insensée.

Passons maintenant à son argumentation sur le salaire. Naturellement, si la bourgeoisie corrompt la classe ouvrière, elle ne peut le faire qu'en élevant les salaires. Cela est parfaitement juste. Si vous considérez les Etats impérialistes, il est vrai que l'ouvrier perçoit son revenu sous forme de salaire. Mais là n'est pas la question. On doit se demander pourquoi ce salaire dépasse la moyenne des salaires ? On pourrait répondre : les salaires sont plus hauts, parce que la force de travail est autre, parce que sa qualification est plus élevée. Ce serait vrai, mais il faut encore aller plus loin : d'où vient la possibilité pour ces catégories de la classe ouvrière, de transformer leur force de travail en force qualifiée ? Voilà à quoi on doit répondre. Naturellement pour le camarade Boris cette question, qui est décisive, n'existe pas. Le salaire de toute aristocratie ouvrière répond à une force de travail plus qualifiée. Mais pourquoi cette force de travail est-elle plus qualifiée ? Presque toute la classe ouvrière des pays capitalistes se trouve dans la situation d'une aristocratie par rapport aux parias de la classe ouvrière. Là est la question essentielle. La réponse est donnée par notre doctrine qui a été fondée par Marx, fécondée par Lénine, développée par Engels, et qui est mentionnée dans notre programme russe. Cette question n'existe pas pour le camarade Boris.

Sans ces prémisses, nous sommes désarmés contre l'aristocratie ouvrière, contre la corruption de la classe ouvrière, contre la politique impérialiste. Nous sommes hors d'état d'expliquer théoriquement ces phénomènes essentiels. Engels, comme le savent même ceux qui n'ont pas une grande connaissance du marxisme, parle d'un prolétariat bourgeois en Angleterre. C'est probablement quelque chose d'insensé aux yeux du camarade Boris, puisqu'il ne connaît pas la littérature marxiste.

J'arrive à la seconde question.

Au commencement de la guerre, nous avons vu des économistes bourgeois réellement frappés de folie, inventer pour justifier la guerre impérialiste la théorie de la guerre utile au progrès des forces productives. Il y a eu en effet un grand essor dans la métallurgie, dans les industries de guerre, dans l'industrie lourde, etc. Cet essor conduit à la diminution du chômage. Mais il fallait être bien superficiel pour ne pas remarquer que tous ces phénomènes n'étaient en réalité qu'un colossal processus de destruction de forces productives et de capital. Les sottises de ces économistes bourgeois ont disparu peu de temps après le début de la guerre. Maintenant, après quelques années, le fougueux Boris, qui n'est nullement possédé ni fou, écrit ce qui suit :

« Boukharine affirme que la guerre a eu pour résultat la destruction d'une quantité extraordinaire de moyens de production. C'est le contraire qui est vrai. »

Et ailleurs :

« On ne saurait parler de destruction de forces productives du fait de la guerre. »

Ainsi quand 10 millions d'hommes ont été tués, cela signifie, d'après le très perspicace Boris, que nous avons reçu un accroissement de forces productives ? Quand tant de wagons ont été détruits, cela signifie que nous avons reçu une augmentation des moyens de communications ? Les fabriques et les villages dévastés en France et en Belgique, c'est une augmentation de forces productives ?

Vous voyez les proportions : les simples libéraux, les pacifistes, les ecclésiastiques, les économistes bourgeois, voient tous plus ou moins les faiblesses économiques du monde capitaliste. Aucun ne les nie. Le social-démocrate, soi-disant marxiste, dit : « Le capitalisme a été fortifié par la guerre. » Cela sonne comme un appel à une nouvelle guerre. Et maintenant surgit un soi-disant communiste, qui tient le même langage. Cette « théorie de la prospérité » n'est pas autre chose que la justification théorique de la guerre impérialiste. Si la guerre impérialiste entraîne une augmentation des forces productives, pourquoi tant de bruit contre elle ?

La troisième théorie est celle de la crise.

Nous savons tous le grand débat engagé entre nous et les social-démocrates sur cette question. Les révisionnistes avec Bernstein en tête ont tenté les premiers de démontrer que l'intégration de l'industrie et la formation de monopoles permettront au capitalisme de venir à bout des crises. Il y a différentes nuances dans cette théorie. Sous sa forme la plus grossière elle se trouve chez les révisionnistes purs. Une fois les divergences entre radicaux orthodoxes et ultra-révisionnistes disparues, Kautsky écrit, avant la rédaction du programme de Goerlitz, que nous ne devons plus faire, dans la théorie du développement du système capitaliste, qu'une « place modeste » à la théorie des crises. C'est que le monde capitaliste, d'après lui, est revenu à plus d'harmonie. Quel est notre point de vue à nous ? Nous avons bien des fois examiné cette question et prouvé, je crois, que dans une branche de production l'anarchie peut être atténuée par le monopole, mais que les trusts, loin d'empêcher les crises, les reproduiront à une puissance supérieure.

Boris arrive et propose :

« Plus la cohésion organique d'une branche est parfaite et plus cette branche est systématiquement dirigée. Cela ne conduit pas, naturellement, à l'affaiblissement, mais au renforcement de la concurrence capitaliste. La direction systématique conduit à une limitation systématique de la production, qui remplace partiellement les crises. »

C'est du pur révisionnisme et de la pure social-démocratie.

Il y a encore une autre doctrine social-démocrate. Celle-là prétend que pendant la guerre et la fermentation révolutionnaire il peut se produire des cas où le prolétariat révolutionnaire, s'il veut réaliser victorieusement sa révolution, doit avoir en vue la nécessité de la continuité du processus de production. Ainsi parlent Kautsky, Hilferding, etc. A l'interprétation bolchévique du marxisme révolutionnaire, ils répondent : Soit, nous conquérons l'appareil gouvernemental, mais nous perdons tout crédit, nous fermons les fabriques, etc.

Naturellement, si vous employez les poteaux télégraphiques à faire des barricades, vous ne favorisez pas le développement de la production. La Révolution comme la guerre a ses frais de production : c'est la destruction provisoire des forces productives.

Boris, lui, reconstruit depuis le commencement toute la doctrine de la continuité de la production. Donnons-en, dit-il, la formule mathématique. Il la donne si bien mathématique que de la chute passagère des forces productives il fait un fait absolu. Puis il déclare que Boukharine « voudrait sérieusement que le régime économique du communisme commence littéralement à zéro comme moyens de production et de consommation ». Il passe à l'absolu et puis c'est ma faute. Si, par exemple, mathématiquement, historiquement ou logiquement nous transformons la bêtise relative de Boris en une bêtise absolue, nous obtenons également un beau résultat. Mais il nous suffit d'avoir à faire à sa sottise relative. Qu'est-ce qu'il y a au fond de tout cela ? Une restauration de la doctrine social-démocrate, rien d'autre.

La doctrine social-démocrate affirme l'impossibilité de la révolution : avant la guerre les forces productives n'étaient pas assez développées pour permettre la réalisation du socialisme ; pendant la guerre la révolution sociale est impossible car les forces productives sont troublées et, après la guerre, il faut attendre que ces forces se développent davantage, jusqu'à ce que survienne une nouvelle guerre et ainsi de suite. Nous avons dans la doctrine de Boris une reproduction agrandie de cette sottise. Voyez le bouquet : négation du surprofit, négation de l'aristocratie ouvrière, la guerre source de prospérité avec justification des social-patriotes, toute une théorie des crises, la doctrine social-démocrate sur la continuité du processus de production... Il y a là certains éléments qui ont l'air très radicaux, mais ce radicalisme cache la crotte social-démocrate.

Lorsque des choses semblables, sont écrites par des camarades de la gauche, le danger est encore plus grand, car si la gauche, qui en tactique et en politique s'oriente comme il faut, se permet ces bêtises, elle compromet tout. Aucune considération de sympathie n'est valable : il faut que nous nous dressions sans miséricorde contre les erreurs et que nous démasquions les camarades qui s'en rendent coupables.

Maintenant je passe à une autre question théorique qui n'a pas été touchée dans les discussions précédentes, celle des crises, non pas comme phénomène spécifique de la période de transition, mais en général. Comme vous le savez, entre marxistes la discussion est ouverte. Il existe deux formules foncièrement différentes : disproportionnalité et sous-consommation. Dans notre projet, nous éviterons ces formules. Je pense que nous devons trouver une expression plus prudente du processus

de décomposition du capitalisme. Nous voyons déjà, c'est un fait empirique, la désagrégation capitaliste; mais dans ce vaste processus, nous enregistrons des processus partiels de régénération. Le tableau est donc beaucoup plus varié que nous pensions. Il nous faut chercher une définition transitoire. Je soulève la question, sans plus long commentaire. Il faut avoir en vue une période plus étendue, les processus fondamentaux de la révolution prolétarienne dans son ensemble et ses processus secondaires. J'entends par là que la révolution prolétarienne n'est pas toute la révolution mondiale et qu'il existe d'autres processus de décomposition qui ont une grande portée révolutionnaire, par exemple les crises nationales. Ce ne sont en aucune façon des révolutions prolétariennes, si on les considère isolément. De même les soulèvements coloniaux de plus en plus fréquents sont surtout des mouvements de la petite-bourgeoisie et des éléments nationalistes de la bourgeoisie. Pris séparément, ces processus secondaires ne font pas partie de la révolution prolétarienne. Dans la plupart des cas, ils ne sont pas dirigés par le prolétariat. Mais il ne faut pas les isoler. Dans l'histoire du monde, ils ont une portée révolutionnaire. Et lorsque le prolétariat en prend la direction, il conduit les autres classes, parce qu'elles sont des agents de la révolution mondiale.

Cela peut paraître paradoxal, mais c'est ainsi. Boris n'y comprend absolument rien, il ne voit pas la signification objective de ces processus secondaires.

Il faut mentionner, dans la période de transition et peut-être plus longtemps, la coexistence de formes d'organisation opposées, bourgeoises et prolétariennes, d'une économie prolétarienne et de restes du régime commercial, industriel et financier capitaliste ; le tableau est très bigarré. Nous mentionnerons aussi les diverses organisations capitalistes et les formes initiales de la société en construction.

Nous devons signaler qu'après la conquête du pouvoir politique, nous serons en présence de nouvelles lois de l'évolution sociale. La loi du capitalisme est la multiplication des antagonismes, augmentant à chaque étape jusqu'à faire sauter tout le système de production. Après la conquête du pouvoir par le prolétariat, la loi ne sera plus l'exaspération, mais la diminution des antagonismes. Un exemple : diverses formes économiques sont en concurrence; si les antagonismes qui les séparent deviennent de plus en plus forts, toute la société saute ; mais nous espérons que la concurrence évincera peu à peu les formes économiques qui nous sont hostiles. Les antagonismes qui continueront à exister après la conquête du pouvoir politique deviendront de plus en plus insignifiants jusqu'à leur disparition complète et c'est alors que nous aurons la société communiste. Naturellement des conflits peuvent se produire qui porteront un caractère catastrophique, soulèvement de la bourgeoisie ou des gros paysans, etc.

Nous devons encore mentionner l'idée que pendant la période de transition il est nécessaire de faire un bloc du prolétariat et de certaines catégories de la paysannerie. Même à l'intérieur de l'Internationale Communiste se fait jour une dangereuse tendance qui ne veut pas comprendre ce problème des rapports du prolétariat et de la paysannerie. Il est stratégiquement et tactiquement nécessaire que nous considérions les paysans comme nos alliés, mais il ne s'ensuit pas que nous devions nous transformer en Parti ouvrier et paysan. Tout au contraire, mieux nous maintiendrons notre caractère prolétarien, et plus notre politique paysanne aura de succès.

Nous pouvons tracer un parallèle parfait entre notre bloc et le bloc des classes possédantes. Il y a une grande différence entre les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie industrielle, cela ne les empêche pas de faire bloc et de s'offrir mutuellement un appui constant. A ce bloc nous opposons celui des ouvriers et des paysans. La différence entre le prolétariat et la paysannerie n'a pas plus disparu que celle qui sépare la propriété foncière et le capital bourgeois. Mais, de même que toute la

classe dirigeante forme bloc, nous devons, tout le long de la période de transition, pour appuyer, consolider et assurer notre politique, former le bloc du prolétariat et de la paysannerie.

Je passe à la nouvelle politique économique.

D'abord un petit avant-propos. Après l'établissement de la nouvelle politique économique, les communistes russes et aussi nos amis étrangers ont tous ou presque tous eu le sentiment d'avoir fait quelque chose de pas tout à fait orthodoxe et d'avoir à se justifier. Ce sentiment nous amena à considérer la nouvelle politique économique presque exclusivement du point de vue de l'opportunité politique, comme une concession politique à la petite-bourgeoisie. Nous ne pensions pas qu'elle était bonne en soi, ni rationnelle, mais seulement qu'elle était exigée par certaines considérations politiques. C'est ainsi que nous considérions les choses, mais il me semble maintenant que c'est juste le contraire qui est vrai. La seule bonne politique économique du prolétariat, la politique qui assure la croissance des forces de production, est ce que nous appelons la nouvelle politique économique. Le communisme de guerre n'était autre chose qu'un brouillon de cette nouvelle politique économique, un brouillon rendu nécessaire par des considérations politiques, par la guerre civile contre la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie. Cette idée doit nous être toujours présente. Je dois m'y arrêter.

Camarades, le fait principal, le phénomène essentiel que le prolétariat victorieux aura devant lui après avoir conquis le pouvoir politique, c'est une extrême diversité des formes économiques. Nulle part, même dans les pays les plus avancés au point de vue capitaliste, les forces de production ne sont assez développées pour que toutes les couches intermédiaires aient disparu.

Nul marxiste ne soutiendra que la révolution sociale ne puisse se produire que le jour où le dernier petit-bourgeois, le dernier artisan, le dernier petit capitaliste aura disparu. Ce serait là une exagération stupide imaginée par nos adversaires pour tourner Marx en ridicule.

Nous avons toujours tous pensé que la révolution sociale se produira, non pas quand le dernier paysan aura disparu, mais quand les antagonismes du système capitaliste auront engendré des conflits sociaux suffisamment violents. Donc, dans tous les pays sans exception, toutes proportions gardées naturellement, nous aurons affaire aux formes économiques les plus diverses, et c'est là le fait essentiel.

Deux autres faits de la vie économique et politique s'y rattachent.

D'abord celui-ci : la diversité des formes économiques engendre la diversité des classes, aux diverses couches sociales. Si nous avons encore des petites entreprises, nous avons des petits producteurs. Si nous avons une petite exploitation rurale, nous avons des paysans; tant que nous avons des petites entreprises capitalistes, nous avons des petits capitalistes et des artisans. A la diversité des formes économiques correspond la diversité des classes et des couches sociales.

De là découle un dernier fait qui joue un grand rôle après la conquête du pouvoir. Si nous le perdons de vue, nous risquons d'élaborer une politique tout à fait inexacte, inopportune et nuisible. C'est la diversité des stimulants économiques : dès que nous avons diverses formes économiques, nous avons aussi divers stimulants économiques. Les motifs qui sont à la base de la production du paysan ne sont pas ceux qui sont à la base de la production du gros capitaliste. Les stimulants des entreprises socialisées sont autres que ceux du gros paysan ; même les stimulants économiques du gros paysan ne sont pas ceux du petit paysan.

Comment se pose donc le problème central de notre politique économique ? C'est le problème de la coordination et de la subordination relative en premier lieu des formes économiques, en second

lieu des classes, en troisième lieu des stimulants.

Nous avons naturellement à consolider l'hégémonie économique du prolétariat. Nos entreprises socialisées doivent posséder l'hégémonie et toutes les autres formes intermédiaires avec leurs stimulants propres doivent être soumis à cette hégémonie.

C'est en quoi précisément consiste l'art compliqué de la politique économique du prolétariat. Si, comme se l'imagine Boris, « il n'y avait ni différences ni oppositions », nous pourrions réaliser le socialisme d'un seul coup. Toute la période de transition est jetée par-dessus bord par notre respecté contradicteur parce qu'elle découle précisément de la nature hétérogène des formes économiques. La période de transition est celle où les plus avancées des formes économiques éliminent les autres par la voie de la concurrence.

On comprend pourquoi nous ne pouvons pas entreprendre la socialisation complète comme l'entend Boris. Ce serait une caricature. Trotsky disait un jour aux ultra-centralistes que leur centralisme consiste à ériger au milieu de la place Rouge un encrier monstre où tous les écrivains de l'Union soviétique devraient venir tremper leur plume. La socialisation totale est impossible parce que les formes économiques, nous l'avons dit, sont extrêmement diverses. Nous ne sommes pas à même de la réaliser ; nous n'avons pas l'organisation suffisante pour socialiser tout, jusqu'aux parcelles paysannes. C'est la première raison. La deuxième est politique : c'est que nous dresserions contre le prolétariat vainqueur toute la petite-bourgeoisie et tous les artisans. En troisième lieu, pour socialiser d'un coup une économie disséminée, il nous faudrait une administration gigantesque, dont le coût serait beaucoup plus lourd que celui de l'anarchie actuelle. On l'a vu dans le communisme de guerre. L'hypercentralisation a précisément entraîné une hypertrophie de l'appareil bureaucratique, qui dévorait tout. Maintenant encore, nous souffrons des suites de cette maladie.

La nouvelle politique économique est la seule politique économique juste et réelle du prolétariat. Par politique juste, j'entends une politique qui vise à l'accroissement des forces de production. Si en nous plaçant à ce point de vue, nous faisons la comparaison entre la nouvelle politique économique et la politique économique du communisme de guerre, la différence sera très nette.

Qu'était-ce que le communisme de guerre ? C'était la consommation rationnelle des réserves existantes. On saisissait ou réquisitionnait chez chaque paysan, partout, tout ce qu'on pouvait, pour nourrir l'année et le prolétariat des villes. C'était alors la seule politique praticable, la première manœuvre stratégique qui nous a affermis sur le terrain économique. Nous nous sommes emparés du pouvoir dans les organisations économiques; nous en avons détruit quelques-unes; enfin, et c'est la justification du communisme de guerre, nous avons rationnellement réparti entre les consommateurs les réserves disponibles. Nous ne pouvions pas en même temps encourager les forces productives, cela va de soi. Comment faire progresser l'agriculture, quand nous enlevions tout l'excédent de la récolte ? Où était le stimulant économique du paysan ? Nous n'avons pas opéré la subordination économique de la petite production, ni par conséquent celle de la classe paysanne et de ses stimulants. C'est pourquoi, au point de vue des forces de production, nous avons subi un recul : les paysans ne voulaient plus produire.

D'où, entre notre politique d'Etat et les stimulants économiques des petits producteurs, un conflit qui rendait la coexistence de ces formes économiques impossible et faisait crier les classes atteintes. Il est heureux que nous ayons nous-mêmes donné le coup de barre nécessaire.

Je mentionne ici encore un argument de Boris. Il justifie son idée de socialisation totale en

disant que l'économie d'un pays est un tout. Cela peut paraître très radical, mais au fond c'est de l'opportunisme. L'économie est un tout, mais un tout plein d'oppositions. Prolétariat et bourgeoisie forment dans un certain sens un tout social, mais un tout qui contient des contradictions. Les formes économiques aussi sont des phénomènes extrêmement contradictoires. Tout est là.

La partie prolétarienne de l'économie (pour parler comme Boris), c'est-à-dire les entreprises socialisées de l'industrie et de l'agriculture, élimineront par la concurrence les formes retardataires du capitalisme privé, les petits producteurs. Auparavant nous pensions à peu près ainsi : nous possédons une partie de l'économie, des éléments qui nous sont socialement hostiles ou semi-hostiles possèdent l'autre; sans en appeler au marché, en nous servant des moyens directs du pouvoir, nous les supprimerons. En réalité, l'expérience, non seulement de la Russie, mais aussi des autres pays, montre qu'on ne sortira de la production anarchique que par le marché, par la concurrence entre l'économie prolétarienne d'Etat, entre les entreprises socialisées et toutes les autres formes économiques. Extérieurement la méthode est celle de l'économie capitaliste. La grosse différence consiste en ce que dans l'économie capitaliste les grandes et moyennes entreprises se trouvent entre les mains du capital privé, il s'établit, entre elles et les grosses entreprises prolétariennes, une concurrence qui est une lutte révolutionnaire, une lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Le phénomène prosaïque de la concurrence devient une forme spécifique et nouvelle de la lutte de classe. D'un côté les grosses entreprises avec un contenu prolétarien, de l'autre des formes qui ont un contenu social tout différent. C'est peut-être ce qu'il importe le plus de comprendre. Car tous les doutes, tous les malentendus, toutes les attaques auxquelles se trouvent en butte la Nep et l'état présent de la Russie s'expliquent par l'incompréhension de cette forme entièrement nouvelle de la lutte de classes qu'est la concurrence économique. Extérieurement, tout demeure à peu près comme sous le régime capitaliste, le producteur reçoit son salaire, tout le processus se déroule comme dans la société capitaliste, mais l'important est que sous cette identité formelle il y a une différence de principe. En traitant de l'économie de la dictature prolétarienne, n'oublions jamais qu'à la diversité des formes économiques répond une non moins grande diversité de contenu social.

A cela se rattache, il me semble, la question de la systématisation de l'économie après la conquête du pouvoir. Nous avons pensé jadis qu'il suffisait de calculer, de mettre sur pied un plan et de l'appliquer mécaniquement, sans plus. Maintenant, nous voyons que la difficulté est à la base, dans la réalisation : nous ne pouvons appliquer un plan que si nous possédons la base matérielle indispensable. Cette base existera lorsque les formes économiques retardataires auront été évincées par les grandes entreprises à contenu prolétarien.

On peut établir un certain parallèle entre la production capitaliste et la production de la période de transition. D'un côté nous avons la centralisation du capital et l'éviction des formes retardataires par la concurrence jusqu'au capitalisme d'Etat. Chez nous, de même : éviction des formes économiques retardataires par la concurrence, centralisation, création d'une base pour une économie rationnelle. Mais la limite n'est plus le capitalisme d'Etat, c'est le socialisme.

Se plaindre qu'on ait cédé aux petits producteurs, cédé même aux capitalistes et toutes sortes d'autres jérémiades du même acabit, c'est n'avoir rien compris aux faits. Dans la phase initiale, la supériorité des grandes entreprises n'apparaît pas, car pendant le processus de désarroi économique général, elles sont difficiles à gérer. Il en est de même dans le domaine commercial : les machines sont là, mais il n'y a pas de demande, pas de capital de roulement pour tout mettre en mouvement. Mais dès que la concurrence commencera entre les grandes et les petites entreprises, nous aurons immédiatement une grande supériorité de la grande production. La capacité de concurrence des

grosses entreprises augmentera avec une rapidité croissante. Où voit-on la moindre raison de pessimisme ? Nous aurons à traverser des crises, mais ces crises disparaîtront quand sera réalisée l'économie systématisée. Il se peut que nous ayons à enregistrer des crises pendant plusieurs dizaines d'années encore, mais l'éviction progressive des formes économiques non prolétariennes est la seule ligne juste, c'est la perspective de victoire de notre développement social.

La contradiction entre la forme capitaliste et le contenu prolétarien est le problème le plus important et aussi le plus obscur. Mais si nous avons compris ce que je viens d'exposer, la chose en elle-même est simple. Nous avons réellement des formes capitalistes : le salariat, la circulation monétaire au lieu de la répartition des produits; les banques et les bourses, oui, même des bourses, ce sanctuaire de la classe capitaliste ; nous avons la concurrence et même le profit dans nos entreprises d'Etat. Mais nous pouvons faire une comparaison avec le domaine militaire : notre armée est très semblable à une armée bourgeoise. Nous pensions jadis que l'armée prolétarienne devait être autrement bâtie : pas de discipline imposée, mais seulement une discipline consciente. L'expérience a montré qu'il ne saurait être question de discipline consciente au sens littéral du mot, bien que naturellement la conscience joue chez nous un rôle infiniment plus grand que dans les autres armées. Nous appliquons diverses mesures de contrainte, même nous fusillons les déserteurs. C'est bien le plus haut degré de la contrainte étatique. Ainsi la structure de notre armée est semblable à celle de l'armée bourgeoise. Mais le caractère social est autre, et c'est ce qui importe.

De même la nouvelle politique économique, qui n'est déjà plus si nouvelle, renferme de grandes contradictions, non seulement entre la forme et le contenu, mais encore, d'une nature plus sérieuse, surtout dans la phase initiale de la politique économique du prolétariat. Notre économie socialisée se développe, mais l'économie petite-bourgeoise se développe parallèlement. De là une contradiction entre la logique de notre économie et la logique de l'économie des petits capitalistes et des commerçants privés. Ce n'est déjà plus une opposition de forme à contenu, mais une opposition entre formes et forces sociales. C'est naturellement la lutte de classe, sous sa nouvelle forme de l'efficacité économique, qui décidera.

Encore un éclaircissement. J'ai dit que nous arriverons au socialisme à travers certains combats économiques pendant lesquels les grandes entreprises seront entre les mains du prolétariat. En réalité, le processus n'est pas aussi simple, parce que la dictature prolétarienne peut coopérer avec les petits producteurs soumis à son hégémonie. Cela intéresse particulièrement la paysannerie. On peut envisager une situation où le prolétariat et les grandes entreprises prolétariennes font bloc avec les petits producteurs, coopèrent avec eux. Ces petits producteurs, avec l'entreprise privée, constituent un facteur qui n'est pas à négliger.

Quelques remarques sur le communisme de guerre feront comprendre que ce n'est pas la nouvelle politique économique qui est une correction du communisme de guerre, mais bien au contraire que c'est elle la seule politique rationnelle du prolétariat, et que le communisme de guerre en était seulement une variante. Comment cela ? Parce qu'il n'était pas dicté par des raisons économiques, mais par les exigences de la lutte politique. Il y a dans bien des cas conflit entre les exigences économiques et les nécessités de la guerre politique. Pendant la période d'insurrection, par exemple, nous détruisons; lorsque nous défendons la patrie, nous détruisons pareillement. Quand nous faisons la guerre à la bourgeoisie et que nous devons briser la petite-bourgeoisie, nous devons prendre des mesures en conséquence : nous devons saisir les sources de leur richesse matérielle. Nous avons tout enlevé au paysan. C'était une nécessité. Mais une nécessité d'ordre militaire. Si nous avons agi autrement, nous aurions été battus. Or, la victoire était la condition préalable de tout

notre développement ultérieur. C'est là tout le communisme de guerre.

Je le répète et j'insiste, ces exigences de la guerre politique entraînaient inévitablement dans le domaine économique une chute de la production. Une fois les buts politiques atteints, notre pouvoir consolidé, la dictature du prolétariat mise sur pied — l'hégémonie du prolétariat est déjà un fait et il ne s'agit plus que de mettre en mouvement la production pour l'agrandir — le communisme de guerre devait disparaître. Je ne pose pas la question de savoir laquelle des deux politiques doit être antérieure. Chez nous la politique de guerre a précédé la nouvelle politique économique. Il se peut que dans d'autres pays il en soit autrement.

Je termine. Mais je voudrais dire encore quelques mots de la question agraire. Elle a été passablement discutée dans nos congrès. Nous avons les thèses de Lénine et les travaux des commissions. Elle mérite cependant quelques remarques encore.

Entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale, cette question creuse un abîme. Il est absolument vrai que la II<sup>e</sup> Internationale n'a accordé presque aucune attention au problème paysan et agraire. Cependant quelques-uns de nos camarades ont tendance à déduire de notre attitude à l'égard de la paysannerie cette idée que, dans l'agriculture, la petite exploitation est presque aussi bonne que la grande exploitation. Nous devrions, d'après eux, organiser des Partis paysans ou transformer nos Partis en Partis ouvriers et paysans. Nous devons souligner au contraire que nous sommes en principe partisans de la grande exploitation agricole. Nous estimons qu'elle est un progrès et que par elle seulement nous développerons les forces productives de l'agriculture.

Seulement la question ne se pose plus comme autrefois. Avant la guerre, au temps de ce qu'on appelle le capitalisme normal, nous avions à balayer les survivances du régime féodal pour dégager notre futur champ de bataille. Nous demandions : qui vaincra, de la grande entreprise ou de la petite ? et à l'inverse des révisionnistes nous répondions : la grande exploitation marque un progrès sur la petite. Aujourd'hui nous n'avons plus à faire des pronostics sur le développement de l'économie rurale. Il s'agit de nous trouver un allié contre le capitalisme. C'est une orientation toute nouvelle. Pour cela, aux dépens de la grosse foncière, nous pouvons admettre le morcellement de l'agriculture pour nous gagner les sympathies des paysans, puisque c'est là le but. Il ne s'agit plus d'épiloguer sur la supériorité de la grande exploitation, mais de trouver le moyen de briser le capitalisme. De là découle tout le reste. Pour garder avec nous la paysannerie, nous devons lui donner quelque chose et ce quelque chose diffère selon les pays et selon l'importance sociale relative de la population paysanne. Ces revers du processus révolutionnaire seront compensés plus tard, puisque nous avons les prémisses de la dictature, toute l'industrie entre nos mains et que nous avons la possibilité d'appliquer à l'agriculture des procédés beaucoup plus progressifs.

Il y a ici une remarque importante à faire au point de vue de la théorie. Une des plus grandes contradictions du système capitaliste est que, surtout dans les dernières décades, une sorte d'abîme s'est creusé entre l'industrie et l'agriculture. Il y a une disproportion croissante entre l'augmentation des forces productives de l'industrie et de l'agriculture. L'économie rurale s'est trouvée pour ainsi dire sous le joug de l'industrie : nous pouvons l'en libérer et nous l'en libérerons en abolissant cette disproportion inhérente au système capitaliste. Si, au point de vue économique, nous perdons au morcellement des gros domaines, cette perte sera largement compensée par la coopération paysanne et par l'intervention systématique de l'industrie socialisée dans l'agriculture. Il convient de mentionner ici ce que Lénine a écrit dans son dernier article. Nous avons eu une forme spéciale de « socialisme agraire » ou coopératif même en pleine prospérité capitaliste. C'était une idéologie tout à fait originale. Elle avait sa base matérielle dans l'organisation des paysans sous l'hégémonie des

gros propriétaires et du clergé, syndicats agricoles, coopératives et autres institutions, comme par exemple au Danemark. Naturellement, c'était une utopie, c'était une illusion semi-capitaliste de croire que les tendances surgies sur ce terrain pourraient s'opposer au capitalisme. Mais tout change avec la dictature prolétarienne.

Camarades, nous estimons qu'outre les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès, nous devons avoir dans notre programme une partie tactique et stratégique. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet lorsque la commission se sera prononcée et lorsqu'un projet définitif sera sous nos yeux.

Je me résume. Comme base, je prends les rapports présentés au IV<sup>e</sup> Congrès. Pour les faits nouveaux, c'est une déclaration de notre philosophie et une étude plus détaillée de la nouvelle politique économique, que je propose de considérer comme la politique économique du prolétariat victorieux.

Je suis contre l'adoption immédiate du programme définitif. J'estime que ce sera bien si nous sortons de ce Congrès avec le présent projet, adopté et si nous le proposons à la discussion pour le faire adopter définitivement au prochain Congrès.

## DIX-NEUVIÈME SÉANCE

*dans la salle Saint-André du Kremlin (28 Juin 1924, soir)*

*Président : KOLAROV.*

*Orateurs : GESCHKE, MAC MANUS, RUTH FISCHER, BORDIGA, BOUKHARINE,  
THAELMANN, MACCHI.*

Au nom de la commission politique, Ruth Fischer (Allemagne) prend la parole au sujet de la résolution sur le rapport du Comité Exécutif.

La résolution présentée a été soumise à un examen approfondi par la commission et a été adoptée après une série d'amendements. Le projet Bordiga émanait d'une conception tout à fait différente. Bordiga n'attaque pas les tendances et déviations de droite, mais l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif. Il cherche les causes des fautes de la période écoulée non pas dans les tendances de droite, mais dans la politique de l'Exécutif et les décisions du IV<sup>e</sup> Congrès. Cela contredit complètement les faits. En ce qui concerne le front unique, il divise la question en une question économique et une question politique, et il repousse absolument le front unique politique. Il demande que le gouvernement ouvrier et paysan soit absolument abandonné — même comme mot d'ordre d'agitation.

Le projet Bordiga fut repoussé contre sa voix, car cette résolution constituerait dans une certaine mesure un appui pour l'aile droite de l'internationale.

La commission recommande au Congrès d'adopter cette résolution à une majorité aussi forte que possible.

*Bordiga.* — Ruth Fischer a exagéré la portée de notre attitude en lui donnant le caractère d'une lutte contre l'Internationale tout entière et contre le Comité Exécutif.

Si nous avons senti la nécessité de présenter une résolution différente de la résolution votée par la commission, c'est que nous trouvons que cette dernière ne donne pas de garanties suffisantes contre la droite et contre le danger d'opportunisme de droite.

C'est en toute sincérité que nous nous sommes livrés à ce travail de critique vraiment révolutionnaire. C'est pourquoi nous regrettons d'être seuls, et que les camarades de la gauche allemande nous disent que nous servons la droite. Mais quand même nous maintenons notre résolution jusqu'au vote du Congrès.

*Boukharine.* — Nous ne venons pas ici discuter contre Bordiga, nous nous contenterons de combattre le bordiganisme tel qu'il apparaît dans notre Parti italien. Bordiga dit qu'il défend le marxisme contre l'opportunisme de l'Exécutif. Mais c'est lui qui manifeste des tendances révisionnistes, bien que sous une forme peu ordinaire. Marx avait toujours en vue les masses. Bordiga et ses partisans les oublient complètement. Un des derniers numéros du *Stato Operaio*

définit de la façon suivante le rôle du Parti : « A la minorité terroriste de la bourgeoisie, nous opposons la minorité terroriste du prolétariat ». Cette définition montre que l'auteur de l'article comprend moins les masses que Mussolini. Nous, marxistes, nous avons appris de Marx et même de Lassalle, que la classe ouvrière doit vaincre parce qu'elle met en mouvement les masses contre l'appareil de l'Etat bourgeois. Chez le prolétariat, c'est la masse qui compense les autres moyens de lutte qui lui manquent.

Bordiga nous reproche d'être pessimistes ; c'est plutôt sa conception à lui qui est pessimiste. Nous lisons dans ses thèses : C'est une illusion enfantine que de s'imaginer que nous pouvons conquérir les masses alors que règne le fascisme. Voilà une idée qui n'a évidemment rien de commun avec le marxisme. Bordiga et ses amis ne comprennent pas le rôle des masses, ils veulent transformer le Parti en une secte et de cette erreur découlent toutes les autres.

Nous disons : Nous devons gagner la majorité du prolétariat ; le plus sera le mieux. Le point de vue de Bordiga semble signifier : le moins sera le mieux.

De ce point de vue découle l'opposition au front unique. Bordiga pose la question de telle façon que, d'après lui, nous ne pouvons le proposer qu'aux organisations non politiques, syndicats, comités d'usines, etc., mais en aucun cas aux organisations politiques. Nous, qui ne sommes pas des pessimistes, nous sommes convaincus que l'exaspération de la lutte de classe finira par scinder les partis opportunistes et qu'une partie viendra vers nous. C'est à nous de hâter ce moment. La théorie de la minorité est capable de ruiner pour de longues années, non seulement le Parti, mais tout le mouvement ouvrier d'un pays. Nous ne devons pas le permettre. Si nous n'avons pas besoin de majorité, à quoi nous servent la fusion, la création des cellules communistes.

Il y a eu un gouvernement ouvrier en Russie, en Hongrie, également en Saxe (bien qu'en ce dernier pays il n'ait pas été excellent), mais pourtant le gouvernement ouvrier est un fait. Bordiga nie les faits lorsqu'ils ne concordent pas avec sa théorie de la minorité terroriste. Il dit que le gouvernement ouvrier est un mot d'ordre opportuniste et dangereux. Que fait-il de l'expérience internationale, de l'expérience de la révolution russe ? Avec notre tactique, nous avons gagné la révolution.

Maintenant, quelques mots sur la discipline internationale. Nous lisons dans le journal mentionné plus haut : « La tactique fusionniste de l'Internationale n'a pas d'utilité et il est nécessaire que notre Parti s'y oppose activement et résolument. Assez parlé de discipline ! Quand l'internationale va à droite, nous devons former une fraction de gauche »... Il n'est pas question ici d'une fraction de gauche, mais simplement d'une fraction anticommuniste. Nous voyons ici, tout au moins une tendance vers le tranmaelisme.

Bordiga et ses partisans sont, dans un certain sens, d'excellents révolutionnaires. Mais ce qu'ils font ici ne peut avoir que de mauvaises conséquences. Nous surprenons parfois chez eux des paroles très dangereuses, particulièrement au sujet de la discipline internationale.

*Bordiga* donne lecture d'une déclaration dont voici la substance :

Boukharine a basé son discours sur un article publié dans un organe officiel de notre Parti qui maintenant n'est plus dirigé par la tendance que je représente. Cet article n'engage que la responsabilité de son auteur. Je ne trouve pas la chose si grave qu'un simple ouvrier, un camarade de notre Parti, se trouvant peut-être à l'extrême-gauche, dise des choses qui ne sont pas justes. Ce qui est très grave pour le mouvement communiste, c'est qu'un grand chef, un marxiste comme Boukharine, consacre une heure et demie à l'article d'un militant quelconque.

On a dit de plusieurs côtés que l'exposé de notre point de vue sur la direction générale de l'Internationale Communiste n'est pas assez clair. Un projet complet de thèses sur la tactique sera présenté à la Commission par la gauche italienne. Nous demandons qu'on désigne un de nos camarades, moi par exemple, comme co-rapporteur. J'aurai ainsi la possibilité de développer notre thèse et les points non encore éclaircis.

On accuse la gauche italienne de faire le jeu de la droite. On affirme que Radek a voté avec moi. Ce n'est pas vrai. Il y a eu deux résolutions et Radek n'a voté ni l'une ni l'autre. Il ne pouvait voter qu'une résolution encore plus à droite. Vous êtes entre nous et Radek ; pour donner la main à Radek, il nous faudrait passer par-dessus vous.

On se contredit lorsque, d'une part, on nous traite d'antimarxistes, de terroristes, de petits-bourgeois, de pseudo-anarchistes et que d'autre part on nous appelle, à un tournant décisif de l'histoire, à prendre la direction du mouvement prolétarien en Italie. Cette manière de discuter, je ne la trouve pas digne d'une Internationale révolutionnaire.

*Boukharine.* — Je tiens à dire quelques mots. Si l'article dont il a été question n'est pas de la plume de Bordiga, il n'en est pas moins un symptôme de l'état d'esprit que Bordiga a fait naître dans le Parti italien.

*Bordiga.* — Le texte cité par Boukharine n'est que le compte rendu, non révisé par moi, d'un de mes discours. J'ai dit ceci : Si dans l'avenir, l'Internationale s'orientait à droite, nous verrions alors à constituer dans l'Internationale une fraction de gauche.

*Macchi* déclare qu'en tant que membre de la délégation française, en tant qu'organisateur des émigrés italiens adhérant actuellement au Parti français, il vote pour le projet de la gauche italienne.

Le Congrès passe au vote des résolutions. La résolution de la commission est adoptée par presque tous les délégués contre 8 voix et pas une seule abstention. (*Applaudissements*).

4.

## TRENTE ET UNIÈME SÉANCE

*dans la Salle Saint-André du Kremlin*

(8 Juillet 1924)

*Président : KOLAROV.*

*Orateurs : MANOUILSKY, PEPPER, **BOUKHARINE**, THAELMANN, BORDIGA, ERCOLI, Ruth FISCHER, KOLAROV, STANISLÀNSKI, GESCHKE, TSKHAKAIA, PIESTKHOW-SKI, STEWART, VASSILIEV, ZINOVIEV.*

[...]

## **Rapport de Boukharine sur le Programme**

*Boukharine.* — Les travaux de la Commission du programme se présentent de la façon suivante : à la Commission proprement dite, dans la sous-commission spéciale et dans les petites commissions, nous avons adopté certains amendements. Dans l'ensemble, nous avons environ apporté une cinquantaine de modifications, d'ordre secondaire. La majorité des délégations sont d'accord sur le fond. Il ne reste qu'à réviser la forme. C'est pourquoi je vous propose d'adopter la résolution.

*La motion est adoptée à l'unanimité.*

### Résolution IV

#### **Sur la Question du Programme**

1. Le Congrès accepte le projet de programme élaboré par la Commission comme base de discussion dans les sections.

2. Une Commission de rédaction est chargée d'assurer la rédaction définitive du projet conformément aux résolutions de la Commission.

3. Le Congrès propose l'institution par l'Exécutif d'une Commission permanente du programme, qui publiera le plus vite possible le projet avec les matériaux explicatifs nécessaires, afin d'orienter la discussion internationale et de la rendre féconde (1).

4. La décision définitive sur le programme est réservée au prochain congrès.

[...]

BOUKHARINE (au nom de la Commission norvégienne). – Nous savons qu'après la scission du Parti norvégien, les grandes luttes se sont terminées par la banqueroute complète des tranmaélistes. Parmi les adhérents de Tranmaël un fort courant veut retourner à l'Internationale Communiste. Il y a dans ce parti, en dehors des chefs, des éléments prolétariens assez sains qui trouveront la route de l'Internationale malgré la résistance de leurs chefs. L'orientation mi-social-démocrate mi-syndicaliste des chefs comme Tranmaël s'est démasquée pendant les grands conflits qu'a traversés le mouvement ouvrier norvégien. Notre Parti a acquis une grande autorité. Il est jeune, mais il a déjà prouvé qu'il peut soutenir des batailles sérieuses. Nous devons utiliser la situation actuelle pour conquérir le reste des ouvriers norvégiens.

*La résolution proposée est adoptée à l'unanimité.*

6.

Compte Rendu Sommaire des Séances de l'Exécutif élargi

(12 Juin et 12-13 Juillet 1924)

PREMIÈRE SÉANCE (12 Juin 1924)

[...] au nom de la délégation française (Treint, Marrane, Tommasi ; Chasseigne étant absent), MARRANE lit la déclaration suivante :

La délégation française déclare que Souvarine ne représente nullement l'opinion du Parti français, qui s'est affirmé presque unanimement, lors du récent Conseil National, sur les thèses précédemment adoptées par le Comité Directeur.

Souvarine siège à l'Exécutif Elargi uniquement en qualité de membre du Présidium qui fut désigné par le IV<sup>e</sup> Congrès mondial.

Souvarine a commis, depuis quelques semaines, des actes répétés d'indiscipline contre son Parti et contre l'Internationale.

Il a refusé de suivre, dans le Bulletin Communiste qu'il dirigeait, la ligne politique déterminée par le Comité Directeur du Parti.

Relevé de son poste après plusieurs rappels à l'ordre, il a lancé aux abonnés du Bulletin Communiste une circulaire dans laquelle il cherchait à discréditer la direction du Parti pour fonder de sa propre initiative une revue politique.

Il a refusé de transmettre à son successeur les matériaux nécessaires au bon fonctionnement du Bulletin Communiste et du service des éditions.

Il a déclaré dans une réunion de la Seine « qu'il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale et qu'il y faudra porter le fer rouge ».

Dans ces conditions et en attendant que le V<sup>e</sup> Congrès mondial statue sur le cas Souvarine, la délégation française propose à l'Exécutif Elargi de décider que Souvarine, ne représentant en rien l'opinion de son Parti et ayant brisé à maintes reprises la discipline du Parti français et de l'Internationale, ne participera aux débats de l'Exécutif Elargi qu'avec voix consultative.

La délégation française ajoute que si la Direction du Parti s'est bornée jusqu'ici à prendre contre Souvarine des sanctions bénignes par rapport aux fautes qu'il a commises, c'est uniquement par déférence pour les instances internationales, Exécutif et Congrès, dont relève Souvarine en tant que membre du Présidium.

Passant outre à la volonté du Parti et foulant aux pieds la discipline, il a édité de son propre chef la brochure *Le Cours Nouveau*.

Il a fait précéder cette publication d'une préface tendancieuse « susceptible de disqualifier la Direction actuelle aux yeux des membres du Parti ».

*Souvarine*. — Pris à l'improviste, je demande qu'on m'accorde au moins une demi-heure pour réfuter ces accusations mensongères.

*Radek.* — La proposition contredit formellement les statuts.

*Treint.* — Je nie que la déclaration soit mensongère. Les mesures prises contre Souvarine ont été adoptées par la presque unanimité du Conseil National.

*Zinoviev.* — La proposition d'enlever à Souvarine sa voix délibérative est contraire aux statuts. Mais le présidium est d'avis que le cas de Souvarine (infraction à la discipline) soit examiné par une commission.

*Rommelé.* — Je suis contre l'avis de Zinoviev. Le Parti français a le droit de rappeler son représentant à l'Exécutif.

*Radek.* — Rommelé connaît mieux le règlement du Reichstag que les statuts de l'Internationale. Les membres de l'Exécutif, élus par le congrès mondial, ne représentent pas leur propre parti. Le Parti français ne peut retirer à Souvarine sa voix délibérative. Mais la question a un côté politique. Le congrès commencera-t-il par la diffamation d'un camarade ? Souvarine a commis incontestablement des actes d'indiscipline sur lesquels le Parti français et l'Exécutif se sont déjà prononcés. On ne peut condamner deux fois pour les mêmes fautes.

*Boukharine.* — Si on propose une commission, nous accepterons cette procédure. Mais on ne peut retirer à Souvarine sa voix délibérative. L'Exécutif, corps élu par le congrès, ne représente pas des partis. Accepter la proposition française serait faire un pas en arrière.

*SOUVARINE.* — On me reproche des actes d'indiscipline et on exige que l'Exécutif élargi prenne des mesures comme jamais il n'en a encore pris. Il y a diverses sortes d'infractions à la discipline. Ce qui importe n'est pas l'infraction, mais son motif. Je mets en garde contre cette atmosphère de pogrom qu'on crée contre des camarades.

Il s'agit moins de mon indiscipline que d'obtenir l'unanimité ; celle-ci est devenue à la mode dans l'Internationale. Je ne veux pas détruire cette harmonie. Il est difficile d'exprimer ses opinions sans être aussitôt suspect. Je donnerai, en ce qui concerne les griefs portés contre moi, toutes les informations utiles à l'Internationale.

*ZINOVIEV.* — Souvarine, qui a toujours été le plus grand ennemi de lui-même, a profité singulièrement de l'occasion qui lui était donnée de faire une déclaration politique. Nous ne lui en voulons pas de quelques mots violents, mais plusieurs de ses paroles ont une allure anticommuniste. Des gens qui ont politiquement mal tourné en ont prononcé de pareilles. Est-ce si mal que l'unanimité règne dans un parti ? Afin de clore la discussion, je propose que le secrétariat forme une commission sur le cas Souvarine, qui conservera, par ailleurs, sa voix délibérative.

La délégation française accepte la manière de voir de Zinoviev.

## DEUXIÈME SÉANCE

(12 Juillet 1924)

[Pas d'intervention de Boukharine]

## TROISIÈME SÉANCE

(13 Juillet 1924)

### **La Question suédoise**

THAELMANN fait l'historique de la crise du Parti suédois et expose la résolution adoptée par la commission. Ont assisté aux séances de celle-ci, outre les membres de la commission, les délégations des Partis norvégien et danois. Ces deux délégations, appelées à se prononcer, se sont associées au vote de la commission, et la résolution a été adoptée à l'unanimité, moins les voix du groupe Hoeglund.

A la fin de la séance, j'ai demandé au camarade Hoeglund s'il était prêt à travailler dans le Parti suédois sur la base de la résolution. Hoeglund a répondu :

Nul n'est tenu à l'impossible. Si cette résolution est adoptée — et elle sera une catastrophe pour le Parti, — nous ne pouvons nous engager purement et simplement à l'exécuter. Mais naturellement, nous en discuterons très sérieusement dans la Centrale, et si la Centrale est d'avis qu'il est possible de continuer à diriger le Parti sur cette base, je continuerai à le faire.

Hoeglund laisse donc ouvertes différentes possibilités. Nous devons dire clairement et sérieusement — la chose est nécessaire à cause des rapports fédératifs des trois partis — que les choses ne peuvent continuer ainsi à l'avenir. Nous devons du moins créer de la clarté, jusqu'à ce que le Congrès suédois se réunisse, après les élections, afin que les membres soient à même de se prononcer et que les décisions du V<sup>e</sup> Congrès puissent être exécutées.

Malgré la menace du camarade Hoeglund, il y a moyen que le Parti suédois surmonte très facilement cette crise parce que ses membres, comme la minorité l'a affirmé dans la commission, sont déjà très favorables au soulèvement contre la majorité sur différentes questions. Si l'Exécutif élargi adopte ce projet comme plate-forme, et si la réforme du Parti suédois s'opère en conséquence, il en sera tout comme dans les Partis allemand, polonais, français : 80 à 90 % des membres se placeront sur le terrain de l'I. C. et du Congrès.

HOEGLUND. La majorité de la délégation suédoise repousse la résolution de la commission parce qu'elle la considère comme un acte de méfiance à l'égard de la direction actuelle du Parti. Cette résolution ne résout pas, mais aggrave la crise. Il n'y a pas de divergences considérables, ni politiques ni de principe, dans le Parti. Des membres en vue de la gauche ont observé, sur différentes questions, la même attitude que la droite, attitude qualifiée d'opportuniste par l'Exécutif. Il y a dans le Parti des courants opportunistes, mais au sein des deux tendances. La discussion actuelle n'a trait qu'à des questions d'organisation et de personnes. Nous luttons contre des tendances localistes et décentralistes, qui se présentent sous le masque du radicalisme. La minorité n'a pas observé la discipline, de sorte que le Parti n'avait plus d'unité dans sa direction, et c'est ainsi que la convocation d'un Congrès national extraordinaire est devenue nécessaire. On demande maintenant

de le renvoyer. Mais la décision doit être prise avant les élections, si nous ne voulons pas subir une défaite.

Hoeglund présente le projet de résolution que voici :

1. L'Exécutif désavoue expressément l'attitude antistatutaire de la minorité du Parti suédois.
2. Les quatre points dressés par la Centrale sont confirmés par l'Exécutif.
3. Une direction unique du Parti sera créée, où la tendance majoritaire recevra une majorité prépondérante, mais où la minorité sera représentée.
4. Les candidatures parlementaires seront réparties entre les fractions proportionnellement à leurs forces.
5. Le Congrès national extraordinaire sera réuni pour confirmer cette décision.
6. Ce Congrès extraordinaire adoptera un programme de travail pour le Parti, qui sera élaboré d'accord avec l'Exécutif.

Voilà notre contre-proposition. La proposition de la commission est injuste et imprudente, elle anéantira notre mouvement électoral et sera très nuisible au Parti. Loin de russifier le Parti, il l'*austrifiera* ; loin de le bolchéviser, il l'atomisera. Une répercussion s'ensuivra en Danemark et en Norvège. Voilà pourquoi nous demandons qu'elle soit repoussée et notre proposition adoptée.

*Samuelson* convient que la minorité, elle aussi, a bien des faiblesses. La cause en est que l'éducation marxiste, dans notre Parti n'est pas très forte. Hoeglund et Stroem ont montré très peu d'intérêt pour la théorie, et ainsi les deux groupes du Parti manquent d'éducation théorique. La discussion ne touche apparemment que des questions d'organisation, en réalité ce n'est de la part d'Hoeglund qu'une continuation de la campagne qu'il mène depuis des années contre l'Internationale, contre les partisans d'une attitude loyale et sans réserve vis-à-vis de l'I. C. et de l'Exécutif. Hoeglund souligne sa loyauté depuis la « liquidation » de la crise en décembre passé à Moscou, mais à tort : la majorité de la Centrale poursuit systématiquement les camarades qui sont de notre côté. Pour Hoeglund, il y a deux sortes de centralisme international. Il y a besoin du centralisme national lorsqu'il s'agit de discipliner la minorité et les jeunesses, mais lui-même exige pleine liberté de ne reconnaître la discipline internationale qu'autant qu'elle sert ses buts. Un congrès national ne ferait que nuire en ce moment, parce qu'il serait un congrès de lutte et non de travail. Il ne ferait que saboter la campagne électorale. La majorité du Parti n'est naturellement point intéressée à la réélection des députés sortants. Hoeglund doit donner enfin une déclaration nette sur sa position vis-à-vis de l'I. C.

**Boukharine.** — Samuelson a déjà constaté que l'opposition n'est pas aussi mauvaise que le prétend Hoeglund. Cependant, même si la description de Hoeglund était juste, ce ne serait pas un argument en sa faveur. Cela signifierait plutôt que le Parti ne vaut absolument rien, car si la gauche est si opportuniste, la droite doit encore l'être davantage. Le Parti suédois se trouve dans une situation où l'ensemble de l'expérience de l'Internationale, l'expérience de tous les partis qui, grâce à Dieu, ne sont pas aussi mauvais que le Parti suédois d'après la description de Hoeglund, doit être utilisée pour sauver le Parti. Hoeglund et la majorité de la centrale constituent un front permanent contre l'I. C., ils se ferment eux-mêmes la seule voie de salut. Le camarade Hoeglund dit : Nous ne sommes pas capables d'observer cette discipline. Il faut tenir compte de la tradition anti-centraliste Scandinave. Cela fait même une impression marxiste, car notre tactique doit s'adapter à la situation

concrète. Mais y a-t-il vraiment en Suède d'aussi fortes tendances anti-centralistes ? Aucunement ! Hoeglund même emploie une méthode si fortement centraliste qu'elle paraît exagérée, même à nous, véritables centralistes. Il est super-centraliste. Les « traditions » anti-centralistes ne s'expriment que vis-à-vis de l'I. C. Il faut poser très nettement la question. Laquelle, de la discipline nationale ou de la discipline internationale, est la plus haute ? Il faut répondre, sinon nous ne pourrions résoudre aucun problème d'organisation. Nous pensons que s'il y a conflit, l'I. C. doit soutenir ses partisans, sinon point d'Internationale. Qu'est-ce qu'il y a là de déloyal à l'égard de la centrale du Parti, déloyale vis-à-vis de l'I. C. ?

La situation dans le Parti suédois est très grave. La majorité a contre elle les Jeunesses, qui sont une fois et demie plus fortes que le Parti, et en outre les organisations les plus importantes du Parti, Stockholm, Göteborg et le nord : presque moitié contre moitié. Le camarade Hoeglund se trouvera dans une situation pareille à celle de Brandler, en Allemagne, qui nous disait toujours : « Nous avons derrière nous le Parti tout entier », et qui n'a ensuite obtenu aucune voix. Il faut essayer de résoudre cette crise par la collaboration des deux groupes avec l'aide de l'I. C. Or, tous les camarades ont entendu le discours du camarade Hoeglund. Il a dit entre autres : « Nous avons suivi les directives sur la dictature du prolétariat, aussi avons-nous remporté une jolie défaite. » Il a dit cela avec son scepticisme mélancolique habituel : Nous avons fait la bêtise, en voici le bilan. » Cela caractérise l'orientation morale du Parti. Naturellement, il y a des situations où quelques couches de travailleurs inconscients sont séparés de nous, c'est une preuve que le Parti n'a pas été capable de lancer le mot d'ordre qu'il fallait pour ne pas s'isoler de la masse. Mais dans le discours du camarade Hoeglund, c'était comme un argument caché à l'égard des mots d'ordre mêmes.

Nous connaissons les opinions du camarade Hoeglund sur Stauning et sa politique de désarmement : elle conduit à l'égard des social-démocrates à des concessions inacceptables. Nous avons à présent, pour toute l'I. C. peut-être, l'expérience la plus instructive dans notre Parti ouvrier norvégien. Rappelez-vous la position du camarade Hoeglund dans cette question, lorsque les choses s'aggravaient de plus en plus jusqu'à la scission. On disait que les partisans de Tranmael étaient beaucoup plus à gauche que ceux de Schefflo. Mais lorsque la lutte fut engagée, il devint clair que les tranmaelistes représentaient les tendances social-démocrates opportunistes. Où était alors Hoeglund ? Naturellement du côté de Tranmael. A présent, il peut voir que notre tactique était tout à fait juste : en Norvège s'accomplît inévitablement la bolchévisation du Parti.

Un nouveau livre de Stroem, qui a trouvé la pleine approbation de Hoeglund, nous renseigne sur les conceptions qu'on voudrait nous présenter comme l'expression de la « particularité » Scandinave. Ce livre est petit-bourgeois, idyllique, sentimental, pleurnichard, mais pas communiste. Et Hoeglund se solidarise avec ! « Nous sommes, dit-il, les représentants de petits pays, où règne une situation assez idyllique entre les classes. » Mais, camarades, cette situation ne durera plus longtemps, et nous devons nous préparer pour d'autres circonstances. En Norvège, il y avait également une situation idyllique. Mais au bout de six mois de lutte véritable, elle a déjà disparu en partie. Pouvons-nous vivre éternellement dans une situation tactique, politique, doctrinale, convenant à de telles circonstances idylliques. Ne devons-nous pas élever enfin les ouvriers à une autre idéologie, susceptible de servir d'instrument dans la lutte réelle ? Nous devons pousser à la réorientation idéologique du Parti. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions sauver le Parti frère suédois.

Thaelmann résume dans sa conclusion les résultats de la discussion, et il s'adresse ensuite à Hoeglund :

Si Hoeglund ne comprend pas combien la décision de la commission est sérieuse, et s'il refuse

d'accepter la résolution, s'il ne reconnaît pas que les décisions de l'internationale ont été contrecarrées en Suède à plusieurs reprises, il montre nettement qu'il n'a rien appris et qu'il ne veut rien apprendre. Si Hoeglund n'accepte pas et n'exécute pas les décisions de l'Exécutif élargi, il s'engagera dans la voie que d'autres ont suivie avant lui. La question suédoise est une affaire internationale. Si nous avons dans les différentes sections des tendances hoeglundistes, ce serait un danger pour l'Internationale Communiste et pour son existence. Voilà pourquoi nous devons dire aux travailleurs suédois et au prolétariat international que des tendances comme celles que Hoeglund représente doivent être combattues. Si Hoeglund se déclare prêt à exécuter les décisions du Congrès, il restera avec nous. Sinon, il se mettra hors de l'Internationale. La situation en Suède exige un Parti Communiste ferme et discipliné, dirigé par un camarade ayant les qualités qu'on doit demander à un communiste, surtout à un chef communiste. (*Applaudissements*).

*On passe au vote. La résolution est adoptée contre deux voix de la délégation suédoise.*

## Annexe

### – Compte-rendu de la Commission du Programme<sup>1</sup> –

La commission du programme a tenu plusieurs séances avant le commencement de l'Exécutif élargi. Nous commençons la publication des matériaux les plus importants extraits du procès-verbal des débats.

(La Réd)

#### I.

### **Caractéristique générale de la période de transition.**

(Rapporteur Boukharine)

#### *1) Les processus fondamentaux et les processus secondaires.*

Sous cette rubrique, je comprends l'ensemble du processus de formation d'un nouveau régime :

a) la révolution véritablement prolétarienne, considérée dans toutes ses phases, qui a le prolétariat comme force dirigeante, en un mot la révolution prolétarienne classique ; ensuite

b) la fusion de cette révolution prolétarienne avec les insurrections paysannes, ainsi que Marx l'a formulé. Marx a dit que la combinaison la plus heureuse est la révolution prolétarienne jointe à la guerre des paysans. Par conséquent, insurrection du prolétariat avec une révolution agraire ;

c) les guerres nationales, les insurrections coloniales.

Ces processus peuvent être mis en lumière dans notre projet de programme avec leurs influences réciproques. La décomposition de puissances impérialistes base de la création du nouveau régime de la dictature prolétarienne.

*2) La modification du sens objectif de ces processus, considérée du point de vue de l'ambiance historique générale.*

Au cas où un mouvement révolutionnaire national quelconque reste isolé, il ne constitue pas une partie intégrante du processus général de la révolution mondiale. Il en est tout autrement, s'il peut être considéré comme une partie Intégrante de la révolution mondiale.

*3) Le degré de maturité variable des divers pays au point de vue de la préparation du socialisme.*

Ce point est en connexion avec les précédents. Il y a différents degrés et différentes transitions dans la maturité des divers pays. Par exemple la Russie. On a beaucoup discuté si nous avons ou non

<sup>1</sup> Ce document est donné, sans indication de source par un site « marxiste-léniniste » qui a reproduit une masse considérable de compte rendu des débats des congrès communistes, surtout du V<sup>e</sup> Congrès de l'IC. Le contenu de ce débat préparatoire éclaire les échanges des séances plénières ultérieures. Nous l'intégrons en annexe à l'ensemble des interventions de Boukharine.

une base matérielle pour le socialisme. Il est évident que la Russie forme un type où toutes les conditions préalables ne sont pas mûres, mais néanmoins le prolétariat, ayant remporté la victoire, a la possibilité, sinon rapidement, du moins peu à peu, d'évoluer vers le socialisme. Cette question a été traitée dans un des derniers articles de Lénine. Je pense qu'elle est très importante pour comprendre la diversité des processus de la révolution.

#### *4) Les divers types du socialisme et du capitalisme.*

Il est clair que le fondement nécessaire pour la révolution, d'un côté, et pour les phases initiales du développement socialiste positif, d'autre part, se trouve au terme de l'évolution du capitalisme, si l'on se place au point de vue d'une analyse tout à fait abstraite.

Au point de vue de la pratique, nous devons distinguer différents types. Le capitalisme, qui existe depuis plusieurs siècles, accuse à la fin de son développement des traits divers et originaux. Comparons par exemple le capitalisme en France et aux Etats-Unis, ils sont tous les deux à leur déclin – non pas au sens direct, mais d'un point de vue général, historique – mais nous voyons qu'ils sont très différents. Le capitalisme français adopte le type rentier. On peut poursuivre plus loin les recherches. Je ne donne ici que des indications générales. Mais de ces réflexions il découle avec une clarté absolue que les phases initiales du socialisme présenteront également des types originaux. La structure sociale économique du pays joue un rôle décisif.

En Russie par exemple, la structure de la phase initiale du socialisme est fortement influencée par la paysannerie, la petite bourgeoisie. On dit socialisme asiatique. Ces traits ne se retrouveront pas, par exemple, en Angleterre. Les traits spécifiquement russes sont par exemple le rôle de la coopération, le problème de la paysannerie sous l'hégémonie économique de l'Etat révolutionnaire. Le crime des social-patriotes consiste à déduire de là l'impossibilité de la révolution. Nous ne devons pas considérer l'ensemble du processus trop schématiquement ni craindre que dans les pays arriérés le socialisme revête économiquement des formes arriérées.

#### *5) La transformation de dictature prolétarienne en socialisme.*

J'ai fait à ce sujet un exposé au 4<sup>e</sup> Congrès.

Après la conquête du pouvoir, commence une phase d'évolution. Le bouleversement révolutionnaire crée les conditions préalables du développement ultérieur.

Ce dernier suit des lois autres que le processus qui précède la conquête du pouvoir. Le terme « d'avènement du socialisme » a été quelque peu déformé parce que les réformistes en ont abusé.

Leur crime consiste à prétendre résoudre le problème du socialisme avant la dictature, alors que les conditions préalables n'existent pas encore. Chez eux, il s'agissait d'un passage au socialisme sous le régime de l'Etat capitaliste, ce qui s'est exprimé de la façon la plus claire au moment de la guerre. Le tremplin – la dictature – fut écarté. C'était une orientation complètement erronée à laquelle on donnait le nom d'avènement du socialisme, alors que ce n'était en réalité qu'une transformation dans l'Etat bourgeois.

On ne doit pas laisser se banaliser cette pensée. Cela ne signifie pas qu'il ne peut pas se produire de troubles ni de catastrophes dans la phase initiale du socialisme : les contre-révolutions qui retardent le processus général sont possibles. D'un autre côté il peut surgir des conflits sociaux qui ne revêtent aucun caractère progressif particulier ; nous avons eu, par exemple, en Russie des insurrections paysannes où les riches paysans se sont coalisés avec les conspirateurs bourgeois. Ces phénomènes, qui ne sont autre chose que les convulsions de la phase initiale au sens étroit de ce mot,

ne changent nullement la position de la question générale en ce qui concerne la ligne d'ensemble. Toutes ces catastrophes ne se trouvent pas dans la direction du socialisme, mais au contraire dans un processus d'éloignement du socialisme.

Ces considérations sur la transformation socialiste doivent être considérées de différents points de vue :

1) du point de vue de la politique, le dépérissement de l'Etat. (Dans la première période la courbe de lit formation de l'Etat prolétarien s'élève continuellement).

2) en ce qui regarde l'économie, la lutte entre le capitalisme privé, l'économie petite-bourgeoise, etc.... ; ce n'est pas un processus de destruction catastrophique, mais au contraire de guérison.

3) la formation d'une nouvelle génération. Marx a écrit que pendant cette période de guerres civiles, de guerres nationales, de guerres de classes le prolétariat changera sa propre nature. La politique, la forme économique, la modification de la nature du prolétariat, tous ces processus sont de nature évolutive. Il s'ensuit que toute tentative de développement catastrophique est contre-révolutionnaire.

*6. La logique particulière de ce processus.* On doit faire ici une distinction de principe. Le développement capitaliste n'est autre chose que la reproduction de plus en plus intense des contradictions du capitalisme, et, par conséquent, la cause principale du déclin du capitalisme. C'est là une conception essentiellement différente de celle des réformistes. Après la conquête du pouvoir, nous n'avons plus la reproduction toujours plus accentuée des contradictions, mais, au contraire, leur limitation. Nous ne pouvons d'un seul coup anéantir toutes les contradictions du capitalisme existant. Nous ne pouvons pas, aussitôt après la conquête du pouvoir, tout organiser. Les crises dans la phase initiale de l'économie socialiste qui s'organise sont des phénomènes absolument inévitables. Les contradictions sociales ne peuvent être surmontées que peu à peu. La différence principale consiste en ce que nous avons une autre logique du développement social.

#### *7. Le bloc des travailleurs sous l'hégémonie du prolétariat.*

Dans la dernière phase du capitalisme il existe un bloc entre les deux fractions des classes possédantes, les magnats de l'industrie et les grands propriétaires fonciers. Il y a entre eux des contradictions objectives, cependant dans la dernière phase du capitalisme ils se comportent comme une masse relativement compacte.

En opposition à ce bloc, se présente celui du prolétariat et de la paysannerie. Nous avons la répercussion pratique de cette théorie dans la question coloniale.

#### *8. Le problème culturel, dans cette période.*

Cette question n'est pas seulement importante au point de vue de la préparation à la conquête du pouvoir, elle joue encore un grand rôle après la conquête du pouvoir. En nous plaçant à ce point de vue, nous trouvons une différence essentielle entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne. Le système bourgeois s'est développé dans le giron du régime féodal. L'appareil général du capitalisme, toute la hiérarchie capitaliste, non seulement les producteurs, mais aussi les dirigeants du processus de production tout était là. La bourgeoisie sous l'hégémonie féodale n'est pas une classe d'exploités mais au contraire une classe d'exploiteurs. Elle donne sous forme d'impôts une partie de son gain, mais elle exploite elle-même le prolétariat. Au point de vue économique elle n'est pas exploitée, elle est seulement opprimée, partiellement, au point de vue politique, et culturellement elle n'est pas opprimée. Toute la culture se réfugie dans les villes.

Le processus est tout à fait différent dans la révolution prolétarienne. Nous ne le voyions pas autrefois et les social-démocrates ne le verront jamais. Le fondement du socialisme est la technique, la science, la classe ouvrière elle-même. Mais les cadres dirigeants au point de vue économique, ne peuvent pas mûrir dans le giron de la société capitaliste. Ce serait une contradiction essentielle. Le socialisme croit dans le capitalisme tout autrement que le capitalisme dans la société féodale. La classe ouvrière n'est pas seulement opprimée politiquement, mais encore économiquement et intellectuellement.

Quelques camarades – par exemple Bogdanov – ne sont pas de cet avis. Bogdanov dit que le prolétariat, grâce au développement des machines, se rapproche de plus en plus de l'ingénieur. Cela n'est pas vrai, car avec la valeur technique de l'ouvrier s'élève parallèlement celle de l'ingénieur, C'est pourquoi le prolétariat, avant la conquête du pouvoir a besoin de collaborateurs dans les autres couches sociales et aussi parmi les intellectuels bourgeois. Le problème devient encore plus aigu après la conquête du pouvoir. Nous n'avons ni géologues, ni ingénieurs, ni mathématiciens, ni professeurs. La question des spécialistes, la question de l'invitation de spécialistes étrangers se poseront. La formation de cadres qualifiés intellectuellement au sein du prolétariat est une très grosse question.

Kautsky dit dans son dernier ouvrage : La période de transition consiste dans un Gouvernement de coalition, mais, à ce propos, il ne parle pas une seule fois de l'économie. Sous un Gouvernement de coalition, nous ne pourrions jamais résoudre le problème de la culture.

#### *9. La dégénérescence possible de la révolution prolétarienne.*

La manque d'intellectuels au sein du prolétariat entraîne nécessairement l'engagement de spécialistes bourgeois. Ce problème, à mon avis, est celui de toute révolution prolétarienne quelle qu'elle soit ; il n'est pas spécifiquement russe, il ne peut y avoir de différence que dans les proportions. La maladresse et l'ignorance de notre Gouvernement doivent être, attribuées au fait que le prolétariat n'avait aucune expérience et ne pouvait en avoir aucune. Comme nous sommes obligés à faire appel à des individus hostiles dans la phase initiale du socialisme, il peut arriver que ces spécialistes avec quelques-uns des nôtres s'écartent du but général du mouvement socialiste. La supériorité intellectuelle de gens qui nous sont hostiles et qui nous sont en même temps socialement nécessaires, peut entraver tout développement.

Ce problème doit être résolu par la formation de cadres à nous, mais cette solution n'est pas encore définitive, car ces cadres eux-mêmes tendent à se transformer en une autre classe ; en de nouveaux intellectuels composant une nouvelle bourgeoisie. Où est en effet la garantie que ces cadres qui se forment garderont toujours un contact étroit avec les nouvelles couches prolétariennes ? La question est donc double

Premièrement, la création de cadres à nous,

Deuxièmement, exhaussement du niveau culturel de la masse tout entière et par conséquent garantie d'une affluence permanente de nouveaux éléments prolétariens dans les cadres, ce qui à la fin rend superflue cette notion de cadres.

Toute révolution prolétarienne contient des tendances contradictoires. Lorsque nous les constatons, nous ne devons pas nous laisser aller à une crainte exagérée, puisqu'elles sont inévitables et qu'elles ne sont pas insurmontables.

#### *10. Le problème de la production. Le fondement matériel du nouveau régime économique.*

Ici nous embrouillons d'exagérations propagandistes nos considérations théoriques. Dans aucun pays, le prolétariat ne peut être assez mûr sous le joug capitaliste pour que sa passion révolutionnaire puisse coïncider avec l'amélioration du mode de production. En prêchant le perfectionnement de la production, nous ne réussirons jamais à attirer la haine des masses contre les capitalistes ; or c'est cependant la condition d'une révolution victorieuse.

Il est faux de croire que la production capitaliste dégénère parce qu'elle accumule trop. C'est précisément le contraire. Après la conquête du pouvoir nous pouvons nous attendre à une régression de la production, à un fléchissement du niveau d'existence du prolétariat. Cependant nous devons nous efforcer d'accumuler. Ce problème sera l'un des plus difficiles dans la phase initiale du socialisme.

En résumé :

1) La condition préalable la plus importante pour commencer une évolution sociale essentiellement différente est la conquête du pouvoir politique.

2) Création de la base matérielle économique.

3) Modification de la nature du prolétariat et ultérieurement de l'ensemble du matériel humain.

Telles sont les lignes essentielles de la période de transition.

**Bela Kun** : Qui nous garantit objectivement l'affluence de nouveaux éléments ouvriers dans le cercle des nouveaux intellectuels ?

**Boukharine** : Cette question est très intéressante. Il faudrait parler ici de ce qu'on appelle l'oligarchie. La bourgeoisie elle-même ne se gouverne pas directement elle-même, elle a ses partis et ses chefs. Par exemple, les rapports du cabinet de Lloyd George avec la bourgeoisie n'ont rien qui ressemble à une égalité de classe. On dit cependant que le bureau politique du P. C. R. gouverne la Russie et que le prolétariat n'a pas voix au chapitre. Mais il ne vient à l'idée de personne de dire que Lloyd George est en haut et les capitalistes en bas, on ne voit pas là une différence de classes.

En quoi consistent les rapports sociaux nécessaires entre les chefs et la classe ?

Ils consistent dans les degrés différents de culture à l'intérieure d'une même classe. L'avant-garde de la classe est le parti. Dans le parti, il y a aussi des dirigeants, la soi-disant oligarchie. Dans le communisme, le rapport entre les « leaders » et les autres sera tout autre. Goethe est reconnu universellement comme le plus grand poète allemand, sans qu'on ait eu recours à l'élection. De même les hommes de génie seront ainsi reconnus socialement sans être désignés par des procédés spéciaux.

Ces rapports originaux peuvent dans certaines conditions se transformer en rapports de classes. Dans la bourgeoisie cela n'est pas possible, car la différence de culture entre les couches supérieures et moyennes de la bourgeoisie est bien plus petite qu'entre les dirigeants ouvriers et la moyenne prolétarienne. La seule garantie se trouve donc dans, l'élévation du niveau de culture du plus grand nombre possible de membres de notre classe. Le danger dont il est question plus haut ne deviendra pas aigu, si cette élévation se produit réellement. La condition préalable en est dans le monopole de l'éducation. Jamais le problème n'a été posé aussi clairement qu'à l'heure actuelle. Lénine a dit au 2e Congrès : le problème de la sélection des hommes est de première importance.

Dynamiquement il se pose ainsi chez nous : transformation de la psychologie des masses et création de nouveaux cadres.

**Clara Zetkin.** Il y a encore ici un facteur à noter ; il ne s'agit pas seulement d'enlever le monopole de l'instruction à la bourgeoisie, il faut la volonté d'utiliser au maximum toutes les possibilités d'instruction. Mais qui peut nous garantir que cette utilisation se fera complètement ? Elle suppose une modification considérable de la psychologie des masses, l'abandon de la division du travail, de la séparation rigoureuse entre le travail manuel et le travail intellectuel. Les manuels ont une tendance à mésestimer les intellectuels. Si la séparation actuelle devenait encore plus rigoureuse, il n'en résulterait pas seulement une dégénérescence sociale, mais une dégénérescence de l'humanité. Cette séparation doit être amoindrie et anéantie. Ce n'est pas facile, mais il faut y arriver.

**Varga.** Il faut ici distinguer deux idées : la question de la maturité du prolétariat et la question des différents pays. Ces deux choses doivent être traitées en même temps. J'ai longtemps lutté pour que le programme, outre la construction dynamique de la transition du capitalisme au socialisme, donne aussi un tableau concret du monde avec ses caractères typiques. Cela est absolument nécessaire pour des raisons purement pratiques. Tous nos partis ont le défaut de consacrer les 99% de leur attention à leur propre pays.

Comment devons-nous classer ces types ? Il faut prendre en considération trois facteurs :

1) La maturité du pays ; a-t-il encore la perspective d'atteindre un niveau économique plus élevé au sein du capitalisme ?

2) Les pays où le capitalisme a atteint son apogée ou l'a même dépassé et dans lesquels la lutte pour le pouvoir est devenue aigüe.

3) Les pays où la lutte pour le pouvoir est déjà terminée.

Au sein des deux premiers groupes, il y a encore une division politique à faire, selon qu'il s'agit d'un pays impérialiste militant ou d'un pays objet du développement impérialiste.

Dans le premier groupe, celui des pays qui ont encore des possibilités de progrès, il arrive toujours que le mouvement ouvrier n'est pas encore assez fort, mais on y trouve des mouvements du genre du Labour Party, parce que le capitalisme se trouvant encore dans une phase ascendante, peut encore assurer des avantages à l'aristocratie ouvrière.

Dans les pays où l'apogée est déjà atteinte ou même dépassée, nous voyons des partis révolutionnaires en plein développement, parce que, économiquement la bourgeoisie n'est plus en état d'assurer un niveau d'existence convenable à la classe ouvrière et même à l'aristocratie ouvrière.

La formule que Boukharine propose de la distinction à faire entre le capitalisme américain et le capitalisme français, rentre dans le programme des pays particuliers. Nous ne devons noter dans notre programme que le degré de maturité révolutionnaire. L'idée principale de Boukharine sur les forces objectives qui peuvent nous garantir l'écroulement du capitalisme consiste dans cette loi dynamique que ses contradictions internes doivent se reproduire avec une intensité progressive. Ceci est vrai, mais nous devons vous soumettre l'idée que ces contradictions peuvent être surmontées. Nous avions avant la guerre mondiale 7 ou 8 Etats impérialistes. Il est possible théoriquement que finalement, après plusieurs guerres impérialistes, il reste un seul Etat impérialiste qui dominera tous les autres et par là même englutira toutes ces contradictions. Nous ne devons pas donner à notre programme un caractère fataliste, ni dans le sens de Rosa Luxembourg, ni dans le sens que ces contradictions devraient nécessairement se compliquer de plus en plus. Nous devons souligner le rôle actif du prolétariat comme la principale et dernière garantie de victoire du prolétariat.

Dans les débuts de la dictature, il se produira un fléchissement du niveau de l'existence. Mais

je pense qu'on peut insister sur la possibilité d'une production plus rationnelle que celle du capitalisme. On doit dire : tu travailleras moins pour une production plus grande.

La dernière question est celle du rôle des intellectuels dans la dictature. On peut la considérer sous deux aspects.

Boukharine dit que les différences s'atténueront avec l'élévation du niveau culturel et que, d'autre part, il y a un abîme entre les intellectuels des couches dirigeantes dans le capitalisme et ceux de l'Etat communiste ou évoluant vers le communisme. Dans l'Etat Capitaliste, les couches dirigeantes jouissent de conditions matérielles excessivement raffinées. Cela doit disparaître dans un Etat socialiste et a disparu en Russie, où les intellectuels ne se distinguent en rien du prolétariat par leur niveau d'existence. A un degré de développement supérieur, il se produira tout naturellement le changement suivant : la force de production sera si grande que chaque ouvrier ne sera obligé de travailler que 3 ou 4 heures. Par suite la différence disparaîtra, puisque le travailleur pourra devenir aussi intellectuel que l'intellectuel spécialiste.

**Thalheimer.** 1. En ce qui concerne les différents types de pays, on doit faire une différence relativement aux formes possibles du passage au socialisme. Il faut noter avec soin les différences.

2. En ce qui regarde les détails dans lesquels nous pouvons descendre dans la description des différentes formes de transition, nous devons par exemple présenter avec la plus grande rigueur les revendications fondamentales, par exemple l'expropriation de la grande propriété sans aucune indemnité.

Je pense que nous nous représentons tous que les révolutions allemande, anglaise et française ont offert certains caractères ; que la, révolution allemande nous en fournira encore d'autres, et que nous ne sommes guère en mesure de prévoir toutes les formes spécifiques possibles.

Deuxième question : la dégénérescence des intellectuels prolétariens dans la période de transition. Ici il convient de parler de la division du travail. Il y a séparation entre le travail manuel et intellectuel, entre la ville et la campagne, au sein de l'industrie et enfin au sein de chaque métier. Le danger de dégénérescence des intellectuels dépend en grande partie des relations entre les différentes classes et des types nationaux. Une classe ouvrière de 20.000.000 de membres en face d'une classe paysanne de 15 millions offre un autre tableau que 3.000.000 d'ouvriers en face de 80.000.000 de paysans.

**Dvoïlatski.** Je voudrais poser une question sur le problème de la production : nous affirmons habituellement que la production tombe immédiatement après la révolution sociale. Cela est clair, mais le cam. Boukharine n'a pas posé aujourd'hui l'autre question : comment pouvons-nous garantir au prolétariat un niveau plus élevé d'existence ? Pour moi cette question doit figurer au programme parce que tout le réformisme nous attaque en affirmant qu'en Russie, aussitôt après la révolution, la production est tombée. Nous savons que cela doit être ainsi, mais où sont les moyens d'arriver à une production plus haute ? Nous pouvons parler, par exemple, de standardisation et de régularisation. Pour la production capitaliste, où la monopolisation n'est pas aussi avancée qu'en Amérique, cette standardisation ne peut pas être poussée aussi loin que dans la production socialiste.

En Allemagne, nous avons les couches supérieures de la bourgeoisie, comprenant au moins trois millions d'individus, dont le niveau d'existence est probablement 5 fois plus haut que celui du prolétariat.

Nous devons parler aussi d'une nouvelle division des forces productives. Dans la production

capitaliste, une grande partie des forces productives travaille pour les articles de luxe, ce qui n'a pas lieu dans la production socialiste. Ce fait doit être formulé sous une forme quelconque. Nous n'avons pas besoin de parler de standardisation, mais nous devons indiquer quelques moyens pour relever la production. Une formule aussi générale que celle qui est donnée par Varga est véritablement insuffisante.

**Boukharine** : Conclusions.

**Suis-je** moi-même pour la formule la plus prévoyante ? J'ai déjà touché dans mon rapport différentes questions, non pas parce qu'elles doivent toutes entrer dans le programme, mais parce que nous avons besoin de clarté.

Il est question ici simplement d'une introduction au programme. Elle doit consister simplement en une caractéristique générale de la période.

Ce qui a été dit au sujet de la standardisation, de la régularisation, appartient à une autre partie du programme. Dans une introduction nous devons formuler les tendances objectives de l'évolution et la façon de les surmonter, sans entrer dans le détail. Sinon, nous risquons déjà de tomber dans les prophéties.

En ce qui regarde les types de pays, Thalheimer a raison dans sa description des différents processus. Mais ce qui a été dit de la tactique n'appartient pas à cette section. Nous pouvons formuler que les processus seront originaux, ajouter peut-être une ou deux propositions et traiter ce point plus longuement dans la partie tactique.

La question du trust unique, posée par Varga... J'ai déjà traité cette question au point de vue théorique dans mon livre : « L'Economie Mondiale et l'Impérialisme ». Au point de vue concret, ce pronostic d'un trust unique est purement académique. D'ailleurs il ne rentre pas dans l'introduction, il appartient à un autre point.

En ce qui regarde la production, on a confondu ici deux parties du programme. Toutes les peintures en rose appartiennent à la description de la société communiste. Si nous formulons la transformation du système de production à l'échelle mondiale, dans la partie générale, nous tombons de nouveau dans les prophéties. Nous courons le danger d'une construction rationaliste.

On peut en dire autant du problème de la consommation improductive. Dans la phase initiale, la consommation improductive s'accroîtra. Nous ne pouvons reconstruire immédiatement et d'une façon rationnelle le nouvel appareil. Dans la société communiste, il peut y avoir certains facteurs favorables : disparition du militarisme, disparition des frais de la lutte de classes, etc.

De même sur les différentes questions de détail, à propos des possibilités de dégénérescence des intellectuels, variables selon les différentes structures sociales, nous ne pouvons fournir de détails.

Dans cette partie introductive, nous ne devons faire' entrer que des propositions absolument sûres, acceptées par tous les camarades, et ces propositions doivent être formulées brièvement. Je tenterai d'exposer par écrit mon rapport et, en second lieu, d'écrire textuellement le projet. Les camarades donneront leurs explications également par écrit.